La révolution bolivarienne à la croisée des chemins

mardi 15 janvier 2008, par GARCIA Sergio, PEREZ BORGES Stalin, VIVAS Vilma (Date de rédaction antérieure : août 2007).

Sommaire

- Bourgeoisie et bureaucratie
- Vers le débat sur la réforme
- Les organisations ouvrières et
- PSUV — perspectives et défis

Les tensions, luttes, débats et contradictions au sein du processus révolutionnaire s'approfondissent. D'un côté, la bourgeoisie pro-impérialiste, qui a tenté de s'emparer de la rue suite à la non-reconduction de la concession de RCTV [1], mais qui dans cette affaire a mordu la poussière, prépare actuellement de nouvelles actions dans le cadre de son opposition à la réforme constitutionnelle et à la nouvelle loi « de stabilité dans le travail ». De l'autre, des secteurs du mouvement des travailleurs exercent leur pression pour obtenir des améliorations des conventions collectives et pour que la bureaucratie – du gouvernement comme des syndicats – ne décide pas à leur place. C'est en particulier le cas des salariés du pétrole et des employés publics, mais aussi de secteurs de la population pauvre qui continuent à lutter pour obtenir un logement digne et de meilleurs services sociaux.

Tous ressentent cependant une préoccupation croissante devant le poids grandissant de la bureaucratie d'État, qui accapare et accroît son pouvoir et ses privilèges. Pour sa part, Chávez a annoncé de nouveaux projets qui ont irrité la bourgeoisie, mais maintient en même temps des liens avec des secteurs de cette dernière, tout en affirmant que le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) n'est pas un parti marxiste et que la classe ouvrière n'est pas le moteur de la révolution, affaiblissant ainsi une option de gauche. Toute cette effervescence va se réfracter dans les organisations de base et dans le PSUV, où notre courant classiste défend ses positions en travaillant avec les militants de base et en s'affrontant à ceux qui veulent confisquer son processus d'organisation et son caractère démocratique.

L'économie vénézuélienne continue à progresser, avec une croissance supérieure à 9 %, des réserves de change qui dépassent les 35 milliards de dollars, des rentrées fiscales en augmentation et le prix du pétrole à ses meilleurs niveaux, au-dessus de 50 dollars le baril. Dans ce cadre, une réforme monétaire — le bolivar fort — est en préparation pour janvier 2008. Mais cette bonne situation économique n'a pas empêché que, comme l'année précédente, l'inflation touche durement la vie quotidienne des secteurs populaires. Elle devrait atteindre près de 15 % à la fin de cette année, sans que les revenus réels de l'ensemble des salariés aient évolué en proportion. Et le pire est que la pénurie de produits alimentaires tend à s'aggraver. En même temps les projets sociaux continuent à être développés, mais ils ne parviennent toujours pas à solutionner les grands problèmes sociaux. En particulier, la loi de sécurité sociale n'a toujours pas été mise en application. On voit naître les premières entreprises dites socialistes et, avec la Mission Villanueva, les projets de villes nouvelles qui seront inscrits dans la réforme constitutionnelle à travers le plan de réorganisation territoriale.

Le processus des nationalisations, bien que non exempt de problèmes et de contradictions, a permis à l'État de renforcer son contrôle sur des secteurs stratégiques tels que l'électricité, la téléphonie et des secteurs-clés de l'industrie pétrolière, notamment la Ceinture de l'Orénoque. Dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie, de nouvelles équipes dirigeantes et de nouveaux plans de développement sont mis en place par l'appareil de l'État, au lieu de s'appuyer sur le débat démocratique des travailleurs de ces secteurs, de leur permettre d'exercer leur contrôle et de développer leur pouvoir de décision. Dans le secteur pétrolier, même avec la majorité des actions détenue par l'État, les différentes transnationales continuent à s'approprier une partie de nos richesses, et les structures internes de PDVSA [2] reproduisent les vices des administrations précédentes. Identiques à celles des grandes compagnies pétrolières, ces structures sont de surcroît moins efficaces au niveau de la production qu'elles ne l'étaient auparavant.

Le pays, qui a connu dernièrement de grandes tensions politiques et sociales, restera probablement dans une situation similaire au cours des mois à venir. L'impérialisme et la grande bourgeoisie exerceront leur pression pour tenter d'éviter de nouvelles mesures et lois affectant leurs intérêts, tandis que les masses bolivariennes rechercheront des solutions à leurs graves problèmes sociaux en affrontant une bureaucratie d'État en ascension.

Bourgeoisie et bureaucratie : « *unies non par l'amour mais par l'épouvante* »

Le développement d'une bureaucratie bolivarienne — qui à partir de ses postes dans l'appareil d'État mine les bases du processus révolutionnaire et entretient des liens de plus en plus étroits avec la néo-bourgeoisie bolivarienne qui négocie les crédits avec le gouvernement — est un fait majeur et incontournable. La bureaucratie des structures de l'État est probablement le plus grand danger qui menace à cette étape la révolution bolivarienne. C'est un secteur qui agit comme courroie de transmission d'intérêts étrangers à la révolution, qui démoralise et affaiblit les secteurs de masse soutenant le processus révolutionnaire.

Comme l'a bien défini Haiman El Troudi dans son nouveau livre [3], la contre-révolution a mué. Ses nouveaux habits sont ceux d'un chavisme sans socialisme, qui « *signifie freiner les transformations structurelles de la société, masquer les inégalités, conserver intacts les privilèges de la classe. (…) Les principaux porte-parole de cette tendance contre-révolutionnaire sont des mercenaires infiltrés au sein du processus, qui tissent leur évidente conspiration avec les fils de la corruption, du contrôle politique, de la négation de la participation populaire dans les affaires publiques. Leur aspiration fondamentale : installer une nouvelle classe oligarchique et s'emparer du pouvoir au moyen de plans de trahison de la révolution bolivarienne* ».

Cette description, qui correspond à ce que ressentent et subissent de très nombreux compatriotes, illustre en même temps la nécessaire unité entre ces deux secteurs également dangereux et aujourd'hui associés : la bourgeoisie a besoin des couches bureaucratiques de l'État pour continuer à faire ses affaires et gagner du terrain afin de freiner les mesures portant atteinte à ses intérêts de classe ; la bureaucratie a besoin de la bourgeoisie pour maintenir ses privilèges et ses espaces de pouvoir, en même temps qu'elle développe elle-même ses propres affaires. On voit en ce moment les banques Banesco et Canarias, d'autres banquiers tels que Víctor Gil, Irausquín, Cedeño, Rafael Sarría et Petricca, développer les affaires du siècle. Avec qui dans le gouvernement ces usuriers négocient-ils et passent-ils des accords ? Ils ont besoin les uns des autres, ils se complètent, et tous craignent les travailleurs de base et la mobilisation populaire. Pour paraphraser Jorge Luis Borges [4], la bourgeoisie et la bureaucratie ne sont pas unies par l'amour mais par leur épouvante devant la perspective d'une avancée, dans la révolution, des secteurs de bases et de mesures anticapitalistes. Ce n'est pas un hasard si c'est de ces deux côtés que proviennent les critiques

envers les secteurs en lutte, les tentatives de contrôler les organisations sociales, les ordres de licenciement et les persécutions contre ceux qui élèvent la voix à l'intérieur des structures de l'État et si, aujourd'hui dans le PSUV, ce sont eux qui cherchent à imposer des méthodes clientélistes pour préserver leurs espaces de pouvoir.

Face aux attaques de l'impérialisme et au poids croissant de la bureaucratie, des millions de Vénézuéliens se demandent ce que pense Chávez et ce qu'il va faire. Est-il conscient des graves problèmes qui existent dans son entourage ? Jusqu'à quand la droite bolivarienne demeurera-t-elle enkystée dans les plus hautes sphères du gouvernement ? Il nous semble qu'il est conscient de tout, lorsqu'il se réfère à des gens de son entourage en disant, par exemple le 22 juillet dernier, lors de la première réunion des « bataillons de l'urbanisation du 23 janvier » : *« Comme des serpents qui se sont blottis, ils jouent au chavisme sans Chávez, à écarter Chávez ; et bien moi, je ne serai écarté que par Dieu qui est notre seigneur et maître, ou par vous, la voix du peuple »* [5].

Vers le débat sur la réforme constitutionnelle

Lorsque Chávez parle de socialisme et d'en finir avec le capitalisme, il s'attire toute la sympathie de la majorité. Quant il parle contre la classe ouvrière et le marxisme, il suscite des doutes et des divergences dans des secteurs du processus révolutionnaire. Lorsque Chávez appelle à s'organiser à partir de la base dans le PSUV, il génère des espoirs. Quant il soutient publiquement Diosdado Cabello — le principal porte-parole de la droite bolivarienne — il désoriente et affaiblit les secteurs les plus conséquents de la révolution. Nous avons défendu Chávez contre chaque attaque impérialiste, et continuerons à le faire dans la mesure où il maintiendra son indépendance politique face à l'empire. Mais si l'on veut avancer, ou si, comme il le dit, on se trouve à un moment de transition vers un modèle national supposément socialiste, cela signifie que, pour reprendre les mots de Simón Rodríguez [6], *« une révolution politique réclame à grands cris une révolution économique »*. Celle-ci devrait se manifester à travers des mesures concrètes, mais de telles mesures n'ont toujours pas été prises.

Le 14 août, Chávez a présenté à l'assemblée nationale son projet de réforme constitutionnelle. Comme cela avait été annoncé, ce projet touche à des questions importantes telles que le pouvoir populaire, la durée du temps de travail, les nouveaux pouvoirs exécutifs et les territoires fédéraux, la possibilité de réélection indéfinie à la présidence de la République et les différentes formes de propriété.

Sur la question de la durée légale du temps de travail, une modification de l'article 90 de la Constitution fédérale de la République bolivarienne représenterait une avancée en stipulant que « aux fins de permettre aux travailleurs et travailleuses de disposer de temps suffisant pour leur développement personnel intégral, le temps de travail de jour n'excédera pas six heures quotidiennes et 36 heures hebdomadaires, et le temps de travail de nuit six heures quotidiennes et 34 heures hebdomadaires ». Cela ouvre la nécessité que les travailleurs s'organisent et se mobilisent pour en garantir l'application.

Sur le pouvoir populaire, la proposition faite sur l'article 136 de la constitution signale : « le pouvoir populaire s'exprime en constituant les communautés, les communes et l'autogouvernement des villes, à travers les conseils communaux, les conseils ouvriers, les conseils paysans, les conseils étudiants et d'autres entités indiquées par la loi ». Tout cet aspect mérite un large débat. Il est positif que cette question soit abordée dans la réforme, mais il faut en même temps éviter, et le cas échéant combattre, toute velléité de contrôle des droits et fonctions souveraines de ces conseils en tant qu'organismes populaires.

Il est proposé d'« augmenter à sept ans la durée du mandat présidentiel et permettre la réélection immédiate à cette charge ». L'important ne devrait pas être une telle possibilité, mais des changements permettant d'avancer vers un régime plus démocratique, qui au lieu de continuer à inventer de nouvelles charges et responsabilités au sein du pouvoir exécutif, légitime le pouvoir des organisations ouvrières et populaires, prévoit leur représentation majoritaire dans un nouveau parlement, étende les possibilités de révocabilité par les électeurs de façon immédiate et pour toutes les fonctions, et défende à tous les niveaux de décision politique et économique le droit du peuple à s'exprimer et à décider.

Enfin, en ce qui concerne le régime de propriété, le projet de réforme en légitime cinq types, dont la propriété privée des entreprises.

Le fait est que, dans un cadre qui demeure contradictoire, de larges secteurs de la bourgeoisie sont préoccupés. Pour l'avocat et représentant de la bourgeoisie Asdrúbal Aguiar, *« l'État se réserve la planification de l'activité économique privée. Pour eux, l'entrepreneur privé est un appendice du modèle de production socialiste et opère comme un concessionnaire. Cela, avec une grande contradiction que révèle l'article 113 du projet de réforme sur le rôle du travail : le gouvernement sanctionne le fait que les particuliers ne se soumettent pas aux méthodes de production »* [7]. Fedecámaras [8] et d'autres voix ont également contesté la nouvelle loi de stabilité dans le travail. Ils craignent que l'État ne restreigne la possibilité de licencier dans les entreprises privées, comme l'explique l'un des principaux journaux de la grande bourgeoisie : *« Cet instrument légal amènera des limitations au droit des employeurs de licencier leurs travailleurs (…). Les patrons devront en demander l'autorisation à l'autorité publique représentée par l'inspecteur du travail »* [9].

Le ministre du pouvoir populaire pour la planification et le développement, Jorge Giordani, a assuré que *« la figure de l'entreprise privée peut parfaitement coexister dans le cadre d'un système socialiste, pour autant que sa finalité n'entre pas en conflit avec le bien-être de la société à laquelle cette entreprise appartient »* [10]. Outre le fait qu'un tel choix soit utopique — car les capitaux privés ne se déterminent jamais en fonction du bien-être social, mais en fonction des profits sur la base de l'exploitation — il affaiblit un véritable projet socialiste. Sans étatisation des banques et sans remplacement de la propriété privée par une propriété sociale des moyens de production, sans prépondérance du pouvoir des organisations du peuple, il sera impossible d'avancer vers un pays socialiste.

Cette conception d'un socialisme ouvert au capital privé, loin d'être nouvelle ou — comme on le prétend — « à la vénézuélienne », a déjà été mise en œuvre, avec des résultats douloureux. L'exemple le plus actuel est celui de la Chine — bien que ce pays soit parti d'une situation où, à la suite de la révolution, la totalité des moyens de production était entre les mains de l'État. Avec un discours similaire de « socialisme à la chinoise », le pouvoir central a lancé un processus de réformes du marché et d'ouverture en trois étapes au capital privé, avec des conséquences catastrophiques en termes de misère et de surexploitation. Comme l'ont expliqué deux économistes marxistes reconnus, à propos de l'entrée des capitaux privés dans les années 1980, *« bien que dépendant initialement du secteur d'État, les entreprises collectives urbaines étaient lucratives et beaucoup d'entre elles sont en fait des entreprises privées peintes en rouge afin d'obtenir des avantages fiscaux pour les approvisionnements et les crédits (…) Chaque nouveau stade du processus de réformes générait de nouvelles tensions et contradictions, qui ne se résolvaient qu'à travers un élargissement du pouvoir du marché, menant à une consolidation accrue de l'économie politique capitaliste. Ainsi, au lieu d'utiliser le capitalisme pour construire le socialisme ainsi que l'affirmaient les réformistes, ce qui allait se produire, et s'est en réalité produit, est que le socialisme de marché a utilisé le socialisme pour construire le capitalisme (…) Ce processus de réforme met en évidence le fait qu'une fois que l'on entre sur la pente des réformes de marché, on ne peut que continuer à y glisser »* [11].

Le Venezuela part d'une situation différente, il a évolué d'un capitalisme classique vers un dérangement et une déstabilisation du marché, chaque réforme rendant la situation plus tendue. Si l'on ne va pas au-delà, si derrière un discours socialiste on maintient le pouvoir du capital sur les moyens de production et un système financier privé, à la longue, au lieu de rompre avec le modèle capitaliste on pourra arriver à le maintenir, et même à le renforcer. Le risque est qu'au lieu d'avancer vers quelque chose de nouveau, on répète les pires travers de l'un des modèles les plus pervers de faux socialisme du XXe siècle.

Un autre argument avancé afin de justifier la coexistence avec les entreprises privées est qu'il faudrait rompre avec le dogmatisme. Comme chacun sait, toute vérité outrancière commence à ne plus être vraie. Ne pas avoir une méthode dogmatique est une bonne chose, mais cela n'implique pas de rejeter les bases théoriques et politiques du marxisme, si elles correspondent toujours à la réalité du monde et du Venezuela. Aujourd'hui, où que ce soit, le capital privé est synonyme d'exploitation et de profits individuels. Lorenzo Mendoza (entreprises Polar), Gustavo Cisneros (groupe Cisneros), les familles Capriles (Cadena Capriles) ou Salomón (Sambil), les dirigeants d'Empreven et la nouvelle direction de Fedecámaras (José Manuel González, Noel Álvarez et Ciro García), avec lesquels le gouvernement s'est mis d'accord ou cherche à se mettre d'accord, n'ont rien à voir avec aucun projet socialiste. Nous proposons que la constitution établisse clairement que la voie à suivre est celle de l'élimination progressive du pouvoir capitaliste dans l'économie et dans le régime de propriété de l'industrie et du système financier.

Le débat sur la réforme constitutionnelle se mène dans un cadre tendu, marqué par l'opposition de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme. La grande bourgeoisie craint cependant que, si elle entreprend de nouvelles actions, le peuple et les travailleurs mobilisés dans la rue ne poussent Chávez à plus de radicalisme. Les thèmes concernés sont trop importants pour que le débat sur la réforme constitutionnelle reste confiné à des commissions de notables ou à l'enceinte de l'assemblée nationale. Ce doit être un débat du peuple tout entier, avec ses organisations, un débat de masse et constituant, dans lequel les bases discutent des changements auxquels procéder dans la Constitution pour qu'elle indique une voie socialiste et légitime le pouvoir de décision des travailleurs et du peuple.

Les organisations ouvrières et populaires, une priorité de la révolution

Un processus d'organisation à la base continue à se développer sur toute une série de terrains. Au niveau syndical, paysan, populaire, indigène, au sein des comités pour la terre, le logement ou l'eau, dans les médias alternatifs, partout la participation des bases se maintient. C'est ce moteur de la révolution qu'il faut consolider et développer. Et si certains veulent éliminer l'autonomie et la critique, il nous faut l'éviter en unifiant la lutte contre toute velléité autoritaire à l'intérieur du processus.

Au sein du mouvement syndical, cette réalité s'exprime dans le développement de CCURA [12], qui demeure notre première priorité de travail. Aujourd'hui plus que jamais, dans le cadre des accords réalisés avec d'autres courants pour défendre l'UNT et avancer dans le processus des élections internes, il est nécessaire de préserver sa structure et son fonctionnement. Au sein de CCURA, au-delà du fait qu'un grand secteur se soit inscrit au PSUV et qu'un autre secteur ne l'ait pas fait [13], ce qui doit primer c'est l'unité et l'indépendance par rapport à l'État et aux partis, en permettant le libre développement de toutes les expériences politiques dans le cadre de la révolution et de la nécessité de l'approfondir.

Il y a un certain nombre de luttes importantes, dans lesquelles les organisations de base jouent un

rôle de premier plan, et qui méritent tout notre soutien. Dans le secteur pétrolier, CCURA s'affronte aux plans du ministère du travail et de la Force syndicale bolivarienne des travailleurs (FSBT), qui veut consolider son pouvoir avec la bureaucratie d'État et avance dans des accords de convention collective sans la participation des travailleurs et en faisant fi de leur opinion. La même chose se produit pour les employés publics, et ils ont un projet similaire pour le transport. D'autres luttes sont menées par les pêcheurs et la communauté du port de Guiria, qui restent organisés, par les indigènes Wayuú qui refusent l'installation d'un gazoduc sur leurs terres ancestrales, par les communautés qui luttent pour des logements dignes ou par les paysans qui réclament que leurs revendications soient prises en compte avec plus de célérité. Loin d'accepter la nouvelle théorie selon laquelle il ne faudrait pas lutter pour les revendications parce que nous allons vers le socialisme, nous sommes engagés dans le soutien et le développement de ces luttes. Les besoins immédiats des travailleurs et du peuple constituent un droit, qui doit être d'autant plus respecté si l'on va vers le socialisme.

Dans le cadre de ce processus d'organisation à la base, les conseils communaux continuent à se développer, mais non sans contradictions. Le meilleur exemple est sans doute donné à Carora, où 100 % du budget communal est débattu et décidé par les conseils, sur la base des besoins qu'ils ont évalués. C'est la voie qui devrait être suivie dans tout le pays. La question de la formation de conseils de travailleurs est en débat dans le mouvement ouvrier. Malheureusement, certains secteurs de l'État et du mouvement syndical (FSBT) ont pour objectif un modèle contrôlé et antisyndical. Cela n'interdit pas aux militants classistes de proposer leur propre modèle de conseils ouvriers : démocratiques, unitaires et agissant en commun avec les organisations syndicales démocratiques et légitimes, vers un pouvoir ouvrier dans l'industrie. Le débat sur les conseils, que ceux-ci soient communaux, ouvriers ou étudiants, doit être mené et tranché par la base. Et afin qu'ils ne perdent par leur capacité d'initiative, ainsi que leur droit à mettre en avant les besoins et à impulser les luttes de ceux qui forment la base de la révolution, il faut faire en sorte qu'ils restent à l'abri des projets visant à les lier aux décisions de l'État et des fonctionnaires en place.

PSUV — perspectives et défis

Le PSUV tient en ce moment ses premières assemblées de base, préparatoires à son premier congrès. On a vu, ces derniers mois, des tentatives désespérées de secteurs du pouvoir afin de contrôler tout le processus. Mais en même temps, il y a la force et les aspirations de la base, qui ont commencé à s'emparer de nombreuses assemblées de bataillons socialistes [14]. Il n'y a aucun doute qu'un affrontement sérieux approche. Comme l'a écrit le journal *Las Verdades* de Miguel, *« une collision ferroviaire va se produire dans le PSUV entre la droite et la gauche du processus. »*

En tant que révolutionnaires, nous ne nous situons pas en marge de cette lutte qui va décider du cours politique pour les mois et années à venir. Nous participons activement à chaque assemblée, en présentant nos propositions, en écoutant la base et en agissant dans l'unité avec tous les secteurs honnêtes. En convergeant avec ceux qui veulent un développement anticapitaliste et qui défendent un type de parti démocratique, sans bureaucratie ni fonctionnement verticaliste ou structure militaire. La révolution a besoin d'un parti de la base, doté d'un programme pour en finir avec le capitalisme au Venezuela, un parti que les travailleurs, dans l'unité avec tous les secteurs non-exploiteurs, dirigent pour pouvoir décider de leur avenir.

Les animateurs du courant CCURA et du journal « La Marée classiste et socialiste » sont engagés dans la voie de l'approfondissement de la révolution, de l'affrontement à l'impérialisme et à la bourgeoisie, contre tous les secteurs bureaucratiques qui freinent la révolution. Nous invitons tous les socialistes engagés dans la lutte et tous les membres du PSUV à se préparer avec nous aux

grandes luttes qui s'annoncent. *« Instruisez-vous parce que nous aurons besoin de toute notre intelligence, impliquez-vous parce que nous aurons besoin de tout notre enthousiasme, organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute notre force »*, disait Gramsci. C'est au service de ces besoins et vers un objectif socialiste que s'est formé, autour du journal *« La Marée classiste et socialiste »*, un espace de participation, d'échange d'opinions et d'expériences ainsi que de construction commune, ouvert à tous ceux et toutes celles qui voudront s'y joindre.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 532-533, nov.-déc. 2008. Cet article a été d'abord publié dans Revista de America n° 2 d'août 2007. Nous [Inprecor] avons repris ici la traduction française du bulletin Avanti n° 44 [http://avanti-lcr.org/]

* Stalin Pérez Borges (syndicaliste, coordinateur national de l'Union nationale des travailleurs, UNT), Sergio García (militant du MST argentin, établi au Venezuela) et Vilma Vivas (syndicaliste, coordinatrice régionale de l'UNT), animent le Courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome CCURA de l'UNT. Militants du Parti Révolution et Socialisme, ils ont fait le choix de rejoindre le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et animent Marea Clasista y Socialista (Marée classiste et socialiste) .

Notes

[1] La chaîne de télévision RCTV avait été le canal d'information du putsch militaire manqué contre Chávez en avril 2002. Après l'échec du putsch, elle n'a pas été sanctionnée et a continué à émettre sa propagande réactionnaire. Sa concession arrivant à terme en 2007, elle n'a pas été renouvelée. La droite anti-chaviste a tenté de s'emparer de cette décision pour mobiliser contre « la dictature », sans succès. Cependant la RCTV continue en diffusant par câble.

[2] La PDVSA est l'entreprise pétrolière nationale, dont la direction précédente avait tenté de bloquer la production pétrolière en décembre 2002 (lire à ce sujet Édouard Diago, "La malédiction pétrolière", Inprecor n° 483 de juillet 2003).

[3] Haiman El Troudi, Ser capitalista es un mal negocio (Être capitaliste ce n'est pas une bonne affaire). Nous reproduisons le premier chapitre de cet ouvrage dans ce numéro d'Inprecor. Voir sur ESSF : Du nationalisme au socialisme. La révolution bolivarienne comme processus historique

[4] Jorge Luis Borges (1899-1986), écrivain et poète argentin, considéré comme un des fondateurs de l'école latino-américaine du réalisme magique (aux côtés de Gabriel García Márquez).

[5] Émission « Aló Presidente » du 22 juillet 2007.

[6] Simón Rodríguez (1769-1854) a été le maître et formateur de Simón Bolívar. Ses conceptions dans le domaine de l'éducation constituent, avec les conceptions de Bolívar et d'Ezequiel Zamora, « l'arbre des trois racines idéologiques » de la révolution bolivarienne.

[7] *El Universal* du 16 juillet 2007.

[8] Fedecámaras est l'organisation patronale vénézuélienne.

[9] *El Universal* du 30 juillet 2007.

[10] www.aporrea.org, du 23 juillet 2007.

[11] Martin Hart-Landsberg and David Burkett, *China and Socialism : Market Reforms and Class Struggle*, Monthly Review Press, New York 2005.

[12] e Courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome (CCURA), est majoritaire à la base de la nouvelle centrale syndicale UNT (Union nationale des travailleurs), mais non au sein de ses structures provisoires de direction, mises en place lors de son lancement. C'est pour cette raison que la FSBT (Force syndicale bolivarienne des travailleurs), soutenue par le ministère du travail et en général par la bureaucratie d'État, a jusqu'à présent tenté par tous les moyens d'empêcher la tenue des élections internes qui, en désignant une direction représentative, assoiraient définitivement l'existence et la légitimité de la nouvelle centrale. En juillet, CCURA a passé un accord avec les quatre autres courants existant dans l'UNT, afin de lancer ce processus électoral. Des représentants de la FSBT en sont alors venus à déclarer que l'UNT pourrait ne plus représenter les intérêts de la révolution et qu'il faudrait peut-être construire alors un autre outil syndical. L'affrontement interne se centre sur la question de « l'autonomie » vis-à-vis du gouvernement, en d'autres termes l'indépendance des syndicats par rapport à l'État. Une polémique publique a également opposé, sur ce point, Chávez (qui a pris position de façon assez virulente contre l'autonomie de l'UNT) aux principaux porte-parole de CCURA et de l'UNT.

[13] C'est en particulier le cas d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'UNT et de son courant politique, liés à l'organisation argentine Izquierda Socialista.

[14] Les « bataillons socialistes » formés dans les quartiers et localités sont les instances de base du PSUV.